



Déclaration préalable CGT au CSEE DTSI N°47

28/01/2026

Avant d'entamer cette déclaration préalable nous tenons à avoir une pensée pour Philippe Haug, camarade qui nous a quitté trop tôt.

Actualité internationale :

La fortune des milliardaires a atteint en 2025 "son plus haut niveau historique", dénonce Oxfam dans son nouveau rapport

Les années se suivent et se ressemblent en matière d'inégalités de patrimoine. Au niveau mondial, "la fortune des milliardaires a augmenté de 81% depuis 2020" et de 16% en 2025 pour atteindre "son plus haut niveau historique : 18 300 milliards de dollars cumulés", selon un nouveau rapport de l'ONG Oxfam publié lundi 19 janvier, à l'occasion de l'ouverture du Forum économique mondial de Davos. A l'échelon national, "les 53 milliardaires français sont désormais plus riches que plus de 32 millions de personnes réunies", dans un pays de 69 millions d'habitants, affirme l'organisation.

Dans le monde, "la barre des 3 000 milliardaires a été franchie pour la première fois en 2025", pointe l'ONG, qui s'appuie entre autres sur le classement des richesses des milliardaires réalisé par le magazine Forbes. "En 2025, la fortune des milliardaires a augmenté trois fois plus vite que pendant les cinq années précédentes", note Oxfam, soulignant que "cette augmentation équivaut à la richesse totale de la moitié la plus pauvre de l'humanité". Elle calcule également qu'en France, il suffit de "vingt-quatre minutes en moyenne" pour qu'"un milliardaire gagne l'équivalent du revenu annuel moyen d'un Français, soit 42 438 euros".

"La fortune des milliardaires français a doublé" depuis 2017

"Cette explosion des richesses de quelques-uns intervient alors que le niveau de pauvreté en France a atteint 15,4% en 2023 selon l'Insee, son plus haut niveau depuis trente ans", dénonce Oxfam. L'organisation relève que "depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, la fortune des milliardaires français a doublé". L'ONG affirme que "ce gain de plus de 220 milliards d'euros" est "concentré sur à peine 32 personnes".

La branche française d'Oxfam plaide pour plusieurs réformes "visant à rendre notre système d'imposition plus juste, plus durable et plus lisible", dont l'adoption d'une taxe Zucman sur les patrimoines de plus de 100 millions d'euros, une plus forte taxation des dividendes, des "super-héritages" et des "transactions financières", ainsi qu'un retour de l'impôt sur la fortune (ISF) "dans une version rénovée et avec une surtaxe climatique".

Justement parlons climat

Selon un rapport de l'ONU :

Les gestes quotidiens comme prendre une douche, arroser son potager ou son champ. Dans une large partie du monde, ces gestes reposent désormais sur une ressource qui ne se renouvelle plus : l'eau. Un nouveau rapport de l'ONU décrit ce basculement et affirme que la planète est entrée dans une « ère de faillite hydrique mondiale ».

Le diagnostic est brutal et revendiqué comme tel. « Ce n'est pas pour tuer l'espoir, mais pour encourager l'action », a expliqué mardi Kaveh Madani, le directeur de l'Institut universitaire des Nations Unies pour l'eau, l'environnement et la santé, l'agence à l'origine de l'étude. « Nous devons reconnaître honnêtement l'échec d'aujourd'hui pour rendre possible le demain ».

Depuis des décennies, scientifique et responsables politiques alertent sur une « crise mondiale de l'eau ». Un terme devenu, selon le rapport, trompeur. En effet le mot crise suggère quelque chose de temporaire : un choc, une urgence, puis un retour à la normale. Or, le normal a déjà disparu dans beaucoup d'endroit selon M. Mandani qui était l'invité de l'ONU.

Le rapport forge donc un concept nouveau : la faillite hydrique. Elle désigne un état Post-crise durable, où l'usage et la pollution de l'eau ont dépassé les apports renouvelables, et où le capital naturel est endommagé de façon irréversible ou à un cout prohibitif.

La planète a « liquidé » ses économies.

Plus de la moitié des grands lac mondiaux ont décliné depuis les années 90, 70% des grands aquifères affichent une baisse de long terme, et 410 millions d'hectares de zones humides ont disparu depuis les années 70. Le retour en arrière n'est plus possible dans beaucoup d'endroits.

Pres des ¾ de l'humanité vivent dans des pays qualifiés de « précaires », 4 milliards de personnes subissent une pénurie sévère au moins un mois par an.

Le directeur de l'institut onusien nous prévient : « si nous continuons à traiter ces échecs comme des crises temporaire, nous approfondirons les dégâts écologiques et alimenterons les conflits sociaux »

La France et 13 autres pays lancent un appel conjoint à Israël "pour cesser l'expansion des colonies" en Cisjordanie

Ils exhortent Israël à revenir sur sa décision. Quatorze pays ont condamné mercredi 24 décembre au soir l'approbation récente de nouvelles colonies juives en Cisjordanie. Dans un communiqué commun, la France, le Royaume-Uni, le Canada le Japon, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande, l'Islande, Malte, les Pays-Bas, et la Norvège demandent à l'Etat hébreu de "cesser l'expansion des colonies".

"Nous condamnons l'approbation par le cabinet de sécurité du gouvernement israélien de la création de 19 nouvelles colonies en Cisjordanie occupée", écrivent ces pays dans un communiqué commun diffusé notamment par le ministère français des Affaires étrangères. "Nous réitérons notre claire opposition à toute forme d'annexion ainsi qu'au développement de la politique de colonisation", ajoute le texte.

Focus sur notre actualité hexagonale :

Bernard Arnaud est entré à l'académie des sciences morale...si si si

Juste pour rappel en Italie a une époque un dictateur avait créé le conseil de l'ordre des journalistes

Avoir une presse libre et indépendante en France était un rêve après-guerre quand le Conseil National de la Resistance a balayé la presse collaborationniste et affairiste de l'entre-deux guerres.

La presse libre est indépendante en a pris un sacré coup dans l'aile, avec l'arrivée de gens fortunés comme Rodolphe Saadé, Xavier Niel, Bernard Arnault « de l'académie des sciences morale » et de ne l'oubliions surtout pas Vincent Bolloré.

Si Michel Ange était l'incarnation de l'art de la peinture Vincent Bolloré serait plutôt a rapproché du Carnage

Avec Vincent Bolloré c'est tout un groupe médiatique qui mets son service à disposition des idées d'extrême droite. Canal +, CNEWS (qui a lancé Eric Z, produit encore Jean Marc Morandini condamné le 14 janvier pour corruption sur mineurs), Europe 1, Le journal du Dimanche, Ici Paris, France Dimanche, Paris Match, Voici, Capital, Géo, National Geographic, France Catholique et bien sûr feu C8 paix à son âme (ou Cyril Hanouna a eu tribune pendant un long moment). Sans parler des groupes d'édition comme Hachette, Armand Colin, Calmann-Lévy, Fayard, Grasset, Larousse, Stock, Marabout, Mille et une nuits...

La distribution de proximité n'est pas oubliée avec les Relay présent partout sur le territoire et qui nous placent en tête de gondole les Jordan Bardella, Eric Z et Philippe de Villiers. Tiens peut-être qu'un jour il rachètera le Puy du Fou sait-on jamais.

Après vous avez les géants de la Pub, Havas, ceux de la musique comme Universal (très bon titre des Wampas d'ailleurs), des sociétés de jeux vidéo comme Gameloft ou encore des salle de spectacle, Olympia, Folies Bergères ou le Casino de Paris, sans oublier l'institut de sondage CSA pour connaître votre avis.

Vous l'avez compris l'empire médiatique qui se monte a déjà des influences que nous jugeons néfaste et il reste à penser que la bousculade ne s'arrêtera pas la l'objectif déjà avoué étant l'UGC et ses 48 cinémas en France

Autre fait d'actualité :

Le Conseil d'Etat a engagé, mardi 27 janvier, une procédure disciplinaire contre son conseiller Arno Klarsfeld, à la suite de son appel samedi au lancement de « rafles » en France pour arrêter des étrangers en situation irrégulière, selon une source proche du dossier confirmant une information du *Figaro* et de Franceinfo.

« Si on veut se débarrasser des OQTF, il faut organiser comme fait Trump avec l'ICE [la police américaine de l'immigration] des sortes de grandes rafles un peu partout, mais en organisant des grandes rafles, c'est-à-dire en essayant d'attraper le plus d'étrangers en situation irrégulière, on commet aussi des injustices », avait estimé sur CNews le fils des chasseurs de nazis Beate et Serge Klarsfeld.

« Arno Klarsfeld, descendant de personnes rafflées et déportées, appelle en direct à la télévision à la rafle et à la capture d'étrangers présents sur le territoire français. Dans quel état de folie ce pays est-il en train de sombrer ? », a questionné Mathilde Panot, cheffe des députés « insoumis ».

Face aux critiques, Arno Klarsfeld avait tenté dimanche de se défendre sur X : « Sur le mot "rafle", il suffit de se rapporter au dictionnaire et ce n'est pas la même chose d'arrêter des étrangers qui ont commis des crimes et de les renvoyer éventuellement chez eux que de s'emparer d'enfants juifs et de les envoyer à Auschwitz où ils seront gazés. »

Peut-être Mr Klarsfeld tentera-t-il de s'appuyer sur une filiale américaine du groupe de services informatiques Cap Gemini, très impliquée auprès du gouvernement, aide à rechercher les personnes en situation irrégulière pour le compte de l'ICE.

Après l'annonce, mardi 20 janvier, d'un plan de réorganisation pouvant conduire à la suppression de 2 400 postes en France, le groupe de services informatiques Capgemini traverse une nouvelle crise liée, cette fois, à son travail pour la police fédérale de l'immigration américaine (Immigration and Customs Enforcement, ICE).

Passons à l'actualité d'Orange :

Breaking news dans le monde merveilleux des télécoms :

Orange, Bouygues Telecom et Free se sont réunis autour d'un café (ou d'un PowerPoint) pour discuter d'un achat groupé... mais pas de pizzas, non, de SFR ! Oui, vous avez bien lu : SFR, l'opérateur rouge, est sur le bon coin des télécoms.

Pourquoi vendre SFR ?

Parce que Patrick Drahi (Altice), le boss de SFR, a une dette qui ferait pâlir un étudiant en fin de mois : plus de 15 milliards d'euros ! Résultat, il doit vendre quelques meubles (ou plutôt quelques millions d'abonnés).

Qui veut la part du gâteau ?

- Orange : “On a déjà la couleur (ah bon ?), on prend la fibre !”
- Bouygues Telecom : “On veut bien le réseau en zone paumée, on a l'habitude.”
- Free : “On prend tout ce qui est pas cher, c'est notre marque de fabrique.”

Où en sont les négos ?

- Janvier 2026 : Les trois compères font une offre à 17 milliards. Patrick Drahi : “Non merci, je garde encore un peu.”

- Rumeurs : “Et si on montait à 20 milliards ?”
Mais pour l'instant, c'est comme à la télé : “Aucun accord à ce jour, restez branchés !”

Et les clients SFR dans tout ça ?

- 25 millions d'abonnés pourraient être dispatchés façon puzzle entre Orange, Bouygues et Free.
- Risque de migration de forfaits, de hausse de prix... ou de recevoir un SMS “Bienvenue chez Free, surprise !”.

Et les salariés ?

- Ambiance “plan de sauvegarde accéléré” : tout le monde retient son souffle.
- Les syndicats surveillent le dossier comme le lait sur le feu.

Et la concurrence ?

- Si un seul opérateur rachète tout, c'est le monopoly assuré.
- Si tout le monde prend un bout, c'est la grande loterie des clients.

Conclusion

Pour l'instant, c'est la saison 1 de “Qui veut racheter SFR ?”.

Rien n'est signé, tout le monde fait des audits, et les clients comme les salariés attendent le prochain épisode.

Moralité :

Si vous recevez un mail “Votre opérateur change”, pas de panique, c'est juste la France qui joue à la chaise musicale des télécoms !

Actualité de la DTSI :

Le sondage Voice Up a pris fin le 27/01/2025 et force est de constater que les relances tous azimuts ont été faites à la fois par mail redondants et aussi via des rappels des lignes managériales.

Effectivement, en réunion d'équipe, des salariés ont été surpris d'apprendre nous a dit que le sondage voice up "serait " un indicateur de leur variable, de ce fait la CGT s'interroge sur l'absence de garantie d'anonymat car au-delà d'un certain nombre de réponses, le manager a accès aux réponses de son équipe le tout sous couvert d'anonymat.

Les relances mailing de la Direction groupe précise dans son mail du lundi 26/01/2025 : « La confidentialité de vos réponses individuelles au questionnaire est garantie.
Le lien vers le questionnaire est strictement personnel et ne peut être partagé... »

Pour toute autre question relative à l'enquête, veuillez contacter votre responsable RH local »

Outre les questions de confidentialité, se posent la question du responsable du traitement du fichier, s'agit-il du responsable RH local ? la CGT s'interroge aussi sur la garantie des

droits des salariés ayant répondu au questionnaire ? les répercussions sur les salariés qui ont usé de leur droit de ne pas répondre à ce sondage ?

Les élus CGT rappelle que conformément au principe de la RGPD , il existe des droits. En effet, d'une part, *Les personnes concernées disposent de droits afin de garder la maîtrise de leurs données. Le responsable du fichier doit leur expliquer comment les exercer (auprès de qui ? sous quelle forme ?) ... Lorsqu'elles exercent leurs droits, les personnes doivent obtenir une réponse avant un mois.*

Que dit la loi (article 116.1 de la loi informatique et libertés ?

La personne auprès de laquelle sont recueillies des données à caractère personnel la concernant est informée, sauf si elle l'a été au préalable, par le responsable de traitement ou son représentant :

1. *De l'identité du responsable du traitement et, le cas échéant, de celle de son représentant ;*
2. *De la finalité poursuivie par le traitement auquel les données sont destinées ;*
3. *Du caractère obligatoire ou facultatif des réponses ;*
4. *Des conséquences éventuelles, à son égard, d'un défaut de réponse ;*
5. *Des destinataires ou catégories de destinataires des données ;*
6. *Des droits qu'elle tient des dispositions des articles 117 à 120 ;*
7. *Le cas échéant, des transferts de données à caractère personnel envisagés à destination d'un Etat non-membre de l'Union européenne ;*
8. *De la durée de conservation des catégories de données traitées ou, en cas d'impossibilité, des critères utilisés permettant de déterminer cette durée.*

Lorsque de telles données sont recueillies par voie de questionnaires, ceux-ci doivent porter mention des prescriptions figurant aux 1°, 2°, 3° et 6°.

Le sondage Voice up ne fait pas mention de ces droits.

La délégation CGT de la DTSI sera attentive au respect des droits de tous les salariés ayant répondu ou non à ce sondage voice up conçu unilatéralement par la Direction et demande qu'une restitution soit réalisée en instance du CSEE DTSI conformément à leurs prérogatives en matière de santé, sécurité et de conditions de travail.

En conclusion,

Nous souhaitons une bonne année à l'ensemble de nos collègues, en espérant que leur santé physique et mentale ne soit pas altérée par le travail, et que leurs conditions de travail ne se dégradent pas davantage.

Mais est-il réellement utile de souhaiter la bonne année à tout le monde ?

Oui, car si votre année est bonne — et nous vous le souhaitons sincèrement — nos objectifs, eux, ne sont pas nécessairement les mêmes que les vôtres.

Dès lors, se souhaiter mutuellement une bonne année peut parfois relever du paradoxe : comment souhaiter une année « réussie » à celles et ceux dont les orientations pourraient aller à l'encontre de la défense des salariés, de leur santé et de leurs droits ?

Bref, vous l'aurez compris : **bonne année... à condition de partager les mêmes objectifs que la CGT.**